

# Editorial

Chers lecteurs, cette fois-ci - et pour des raisons évidentes - nous changeons les mots traditionnels de bienvenue de "Salutations de Bonn !" en "Salutations de Ljubljana !".

Cette charmante ville du sud-est de l'Europe a été hôte de la 10e Conférence générale de l'EADI du 19 au 21 septembre de cette année. Les participants et les délégués de l'Assemblée générale ont apprécié la beauté pittoresque de la vieille ville et la splendeur de ce lieu historique. En se promenant dans des petites rues le long de la rivière Ljubljanice, en admirant l'architecture médiévale et baroque, les maisons fin de siècle et les bâtiments art déco, vous ressentez le charme du passé. Le dragon de la couverture est un symbole impressionnant, un peu comme s'il était le gardien du château qui domine la capitale slovène. Mais Ljubljana n'est pas du tout une ville endormie. Les rues sont pleines la journée et le soir, les jeunes et les vieux aiment sortir, s'asseoir dans les jardins des cafés, dans les pubs et les restaurants ou faire du shopping tard.

Pour beaucoup d'entre nous, le temps est passé trop vite pour pouvoir découvrir plus de ces attractions. Finalement, nous n'étions pas là-bas pour faire du tourisme, mais pour participer à la Conférence de l'EADI. Cette ville était cependant un lieu particulièrement propice pour cet événement, dont le titre était : "Elargissement de l'UE ans un monde changeant - Défis pour la coopération au développement au 21e siècle". La Commission européenne était représentée à haut niveau par le Directeur général de la DG du Développement, M. Koos Richelle, qui a fait les discours d'ouverture. Il est apparu clairement que l'on va demander à l'EADI de partager sa riche expérience et son savoir sur le thème de l'élargissement de l'UE et ses implications pour la coopération au développement tant dans les pays qui vont accéder, que dans les pays en développement dans le Sud, en ces années cruciales de l'élargissement. Très certainement, nous devrions oser se faire rencontrer le plus grand nombre possible d'acteurs et intégrer notre travail dans ces consultations qui ont déjà eu

lieu avec des partenaires des pays d'accession. Le renforcement des capacités pour les donateurs émergents et les instituts chargés de l'administration de l'APD dans les pays candidats pourrait devenir un thème clé pour partager de l'information, de la consultation et des conseils pour l'EADI et ses membres.

Le thème de ce numéro de la Lettre d'information de l'EADI est divisé en trois parties importantes. La plus longue reprend les différentes sessions de notre Conférence. Grâce à un grand nombre de volontaires et de permanents, nous sommes en mesure de présenter une couverture complète des sessions plénières, thématiques, et spéciales. Des rapports synthétiques de toutes les sessions étaient d'ailleurs déjà disponibles le jour même où elles avaient lieu, sur la partie 'Conférence générale' de notre site sur Internet ([www.eadi.org/genconf2002](http://www.eadi.org/genconf2002)). De plus, nous allons présenter une sélection de nos contributions dans notre Journal, le EJDR (vol. 15, No 1) qui va sortir en juin 2003, et nous envisageons aussi de publier les actes complets dans "EADI book series". Le thème de notre conférence a attiré un grand intérêt et nous nous voyons ainsi obligés d'apporter aussi vite que possible son contenu à l'attention du public intéressé.

La deuxième partie de ce numéro concerne le rapport de notre Assemblée générale. Tous les trois ans, nos membres sont invités à exercer leur droit en tant qu'instance suprême de notre association. Les élections du Comité exécutif avec un représentant de chaque pays européen ayant au moins deux membres institutionnels à l'EADI, les rapports du Président et du Secrétaire exécutif ainsi que le programme du nouveau Président sont les éléments clés de cette section de notre revue. En tant que Présidente sortante, Sheila Page pouvait considérer les trois dernières années comme difficiles, mais excitantes ; elles ont vu l'EADI entrer dans le nouveau millénaire. Depuis la Conférence générale de Paris en septembre 1999 et les décisions prises à celle-ci, elle a eu à préparer et accompagner le déménagement de l'association et de son secrétariat de Genève vers Bonn, et elle a eu à sélectionner une nouvelle équipe de permanents et à mettre en pratique le



programme de travail plutôt ambitieux pour 1999-2002.

Les membres l'ont chaleureusement applaudie à la Conférence générale ; et l'ancien et le nouveau Comité exécutif l'ont remerciée en grand style au cours d'un dîner d'adieu à Ljubljana. Quand quelqu'un doit dire 'au revoir' et passer le flambeau de la présidence au successeur, c'est toujours une situation où on a des sentiments mitigés. Il a été très important de revoir à Ljubljana des anciens présidents être témoins de la scène. Helen O'Neill et Emmanuel de Kadt ont toujours été de loyaux amis et sincères supporters de la famille de l'EADI.

Des félicitations et de nombreux souhaits ont été exprimés au Comité exécutif nouvellement élu, sous la direction de Louk de la Rive-Box en tant que nouveau Président de l'EADI. Un résumé du nouveau programme de travail est dans cette Lettre d'information. Son titre est "L'EADI 2002-2005 : une vision et un format". Le texte complet sera disponible sur le site web après révision et affinage au cours des semaines à venir.

La troisième section est consacrée à nos membres, leurs programmes, leur travail et leur réflexion. Les rapports des divers groupes de travail, les nouvelles de nos institutions membres ainsi qu'un article forçant à réflexion provocatrice de Simon Maxwell, directeur de l'ODI à Londres - suggérant à l'EADI de former une sorte de 'star alliance' professionnelle d'instituts de recherche et de formation sur le développement - sont repris ici. Pendant notre Assemblée générale, nos Groupes de travail ont tenu différentes sessions et ont pu ainsi promouvoir un échange professionnel sur leurs projets de recherche, leurs programmes de

développement et les autres entreprises scientifiques. Nous restons concernés par les hauts standards professionnels et nous espérons continuer à être dans l'avenir une organisation majeure d'experts dans le secteur de la recherche sur le développement et la formation.

Laissez-moi conclure en remerciant tous ceux qui ont permis à cette 10e Conférence générale à Ljubljana d'être couronnée de succès. Je voudrais mentionner ici le Gouvernement slovène, beaucoup de généreux sponsors locaux et des Organisations de développement du RU, de l'Irlande et d'Allemagne qui nous ont aidés à financer cette

entreprise et ont fourni à plusieurs participants les moyens financiers pour y assister. Jürgen Wiemann, Directeur adjoint de l'Institut allemand pour le Développement (DIE/GDI) à Bonn, a joué un rôle capital dans la préparation de la Conférence en tant que Président du comité organisationnel et Président de la Conférence. Enfin, parmi les derniers, mais pas les moindres, nous avons une redevance toute particulière de remerciements envers l'hôte local à Ljubljana, l'Institut pour la recherche économique (IER) qui nous a aidé avec d'excellents locaux, des services très efficaces et un soutien très généreux. C'était un vrai plaisir que de travailler

avec eux, et tous nos collègues du Secrétariat à Bonn ont hautement apprécié l'hospitalité et la camaraderie sans pareille avec l'équipe de permanents de Ljubljana.

Hvala ! Thank You ! Merci ! Dankeschön !



Thomas Lawo  
Executive Secretary  
E-mail: lawo@eadi.org

# Elargissement de l'UE dans un monde changeant - Défis pour la coopération au développement au 21e siècle

Ljubljana, 19 – 21 septembre 2002



## Séance d'ouverture

Rapport: M. Philippe Cadène, Mme Irène Bellier, GEMDEV (France)

Peter Stanovnik exprime son plaisir d'accueillir la 10ème conférence de l'EADI à Ljubljana, la deuxième organisée dans un pays d'Europe de l'Est. L'EADI a toujours servi de pont, non seulement entre le Nord et le Sud, mais aussi entre l'Ouest et l'Est. Aujourd'hui que l'Europe est réunifiée, la Slovénie qui vous accueille et plusieurs autres pays de l'Est s'apprentent à intégrer l'Union européenne. C'est dans ce contexte qu'il souhaite aux conférenciers un séjour agréable.

Koos Richelle, représentant de l'Union européenne, explique que si la coopération pour le développement n'est pas une priorité du dialogue avec les pays candidats, le thème paraît important et soulève un intérêt

grandissant marqué par l'ouverture d'agences pour le développement en République tchèque et en Pologne, ainsi que la tenue prochaine de plusieurs conférences. Plusieurs problèmes sont à l'ordre du jour : que peut-on apprendre des nouveaux Etats membres, quel sera l'impact de l'élargissement sur le commerce international, l'Europe aura-t-elle les moyens de financer le développement des pays pauvres et saura-t-elle écouter leurs demandes? Il faut réfléchir sur les valeurs à mettre en avant, sur les moyens pour mettre en oeuvre la cohérence entre les politiques, la coordination entre les Etats et le principe de complémentarité. Koos Richelle rappelle l'objectif des Nations Unis d'attribuer 0,7% du



Janez Dmrošek



Koos Richelle

PIB des pays donateurs au développement, ce qui au niveau de l'U.E. peut se faire à travers le budget et à travers les contributions au FED, auquel devront participer les nouveaux Etats membres. L'expérience de ces pays pourra-t-elle servir pour repenser le développement? La Slovaquie qui bénéficie des fonds européens et qui est aussi donatrice dans le cadre du pacte de stabilité pour l'Europe du Sud et de l'Est peut apporter une riche contribution. L'Europe élargie sera la voix de 25 pays, de 500 millions d'habitants et sera un bloc commercial majeur. Saura-t-elle toutefois ouvrir son marché aux pays du Sud?

Janez Drnovšek, premier Ministre de Slovaquie, est heureux d'accueillir cette conférence qui se tient peu de temps après le Sommet de la terre de Johannesburg, conférence où l'Europe a été en première ligne pour chercher des solutions aux problèmes posés par la mondialisation. Il ne s'agit pas pour l'Europe de s'ériger en forteresse se défendant contre la migration des pauvres et luttant contre

le terrorisme. Il faut certes organiser la sécurité internationale mais aussi sortir de la guerre entre riches et pauvres, entre civilisations, croyances et religions. Il faut trouver les moyens d'associer les Etats-Unis à la lutte contre la misère, le changement climatique, la pollution. L'Europe a un projet historique d'intégration démocratique. Le processus doit être achevé dans les délais prévus. La Slovaquie peut être à l'avant-garde de l'élargissement. Elle peut servir de pont entre l'Europe occidentale et le reste de l'Europe.

Josef Fullenbach, représentant le Ministre de la coopération et du développement allemand, note le rôle principal de l'Union européenne dans la coopération internationale, avec pour objectif essentiel de réduire la pauvreté par un développement durable. L'élargissement fait craindre aux partenaires des pays du Sud la perte de ce soutien. Il faut une politique claire dont le but devrait être la mise en place d'une Europe ouverte et solidaire, promouvant la paix et la prospérité dans le monde entier. Cette conférence devrait permettre de contribuer à la réflexion dans ce sens.

Sheila Page, Présidente de l'EADI, identifie trois nouveaux éléments dans le débat sur le développement qui affectent la perception du rapport entre "eux" et "nous" : la fin de la division du monde en blocs avec l'émergence de nouvelles identités régionales et le développement de nouveaux modes d'incorporation dans des institutions transnationales ; le changement de la relation donateurs-bénéficiaires, qui conduit certains pays à s'inscrire dans un groupe d'égaux et en même temps à être pris dans des relations inégales et hiérarchiques comme on le voit dans différents processus de négociations. L'Europe se préoccupe de l'environnement, de la lutte contre la pauvreté et de la défense des droits de l'homme, problématiques transfrontalières auxquelles il est difficile d'apporter des solutions concrètes. Alors que différents mécanismes de conciliation des contradictions entre les valeurs et les priorités existent au niveau national, elle note leur inexistence au niveau international. Sheila Page identifie trois voies de réflexions concernant la pauvreté, l'environnement et le revenu, qui doivent être traitées simultanément mais qui ne se recouvrent pas. Elle souligne l'intérêt de l'hétérogénéité des chercheurs au sein de l'EADI, qui est indispensable pour répondre à

Jürgen Wiemann



Peter Stanovnik

la diversité de ces questionnements.

Jürgen Wiemann remercie l'ensemble des organismes qui ont apporté leur soutien à l'organisation de cette conférence et se félicite de son thème qui devrait permettre de réfléchir sur l'expérience acquise par les PECO pour passer de l'économie planifiée à l'économie de marché. Il note leur valeur d'exemple pour les autres pays en voie de développement. Il encourage vivement les participants originaires de ces pays à créer un réseau EADI en Europe de l'Est et à mettre en place des groupes de travail.

Peter Stanovnik conclut la séance en rappelant les modalités des travaux pour les trois prochains jours.



Sheila Page

## Session thématique A:

# De la transition à l'accèsion: Perspectives pour les nouveaux membres

Rapport: M. Kresimir Jurlin, Institute for International Relations (Croatie)

La session commença par une présentation de [Janez Potocnik](#), Ministre des Affaires Européennes slovène, qui se concentra sur les perspectives pour les nouveaux membres de l'UE. Alors que des dates cible pour la clôture des négociations et la signature du traité d'adhésion ont déjà été fixées et que la plupart des chapitres ont été clos, nous approchons de la fin du processus d'adhésion. Malgré le fait que les pays candidats ne soient pas très importants, en termes de PIB, par rapport à l'UE, il y a tout de même un problème quant aux grandes différences entre les niveaux des PIB par habitant des nouveaux membres.

Dans le cas de la Slovénie, le statut de membre à part entière est la prochaine étape logique, puisque le PIB par habitant en terme de parité du pouvoir d'achat atteint 72% de la moyenne de l'UE, que la situation macroéconomique est agréable et le soutien public élevé. Les autorités slovènes ont préparé tous les papiers stratégiques bien dans les temps et les ont aussi réalisés avec succès. Ces papiers ont situé l'adhésion à l'UE dans le contexte de l'accomplissement des buts de développement et de l'amélioration de la compétitivité nationale.

Répondant aux questions du public, M. Potocnik déclara qu'il n'envisageait pas de problèmes significatifs concernant la réalisation des obligations imposées par le statut de membre, cependant les perspectives des processus d'intégration post-adhésion (dont l'intégration monétaire) ne seraient pas encore clairement définis.

[Visnja Samardzija](#), ministre déléguée auprès du Ministère de l'Intégration Européenne croate, remarqua que le processus d'élargissement continuerait tant que les pays d'Europe du Sud-Est auraient une perspective d'adhésion claire, telle que fixée par le Conseil Européen de Nice en 2000. Le processus de Stabilisation et d'Association continue, notamment le commerce préférentiel offert par l'UE, l'assistance financière et technique, et le

Accord de Stabilisation et d'Association, signé par l'UE avec la Macédoine et la Croatie. Cependant, d'autres pays de la région sont considérablement à la traîne pendant que l'UE suit l'idée de l'approche individuelle par pays. Ceci n'est pas surprenant, lorsque l'on sait que les pays de la région sont très divers en termes de niveau de PIB, de succès de la transition et d'atteinte des conditions politiques nécessaires à une adhésion réussie au processus d'intégration européen. La Croatie est plutôt en avance en ce qui concerne son alignement sur les politiques et institutions de l'UE, de même que son harmonisation de la législation, mais il lui reste à remplir totalement certaines conditions politiques.

Pour le succès du processus, il est important de trouver un équilibre entre la stabilisation et l'association, en progressant simultanément avec la libéralisation du commerce intra-régional et celui entre la région et l'UE, afin de créer de nouveaux candidats à l'adhésion de l'UE.

[F. Desmond McCarthy](#), de la Banque Mondiale, présenta les piliers de la reprise en Irlande, prévus par le Programme pour la Reprise Nationale et publiés par le Conseil Economique et Social National. Il prévoit l'équilibre des finances publiques, un taux d'échange compétitif, la stimulation de l'investissement étranger et l'accord parmi les

plus grands groupes sociaux sur les sujets clé de la réforme, ce qui est de la plus haute importance.

La commentatrice, [Katarzyna Zukrowska](#), de la Warsaw School of Economics, accentua le fait que le contexte de l'élargissement à venir diffère sensiblement des élargissements précédents, même si maintenant nous disposons de l'union monétaire et d'un marché intérieur fonctionnel. Ceci mis à part, les économies d'Europe centrale sont déjà internationalisées, avec des flux de capitaux libéraux, des tarifs douaniers abaissés, et une large part de propriétés étrangères réalisée à travers l'investissement étranger direct. Ces politiques libérales ont contribué à la croissance du PIB en Pologne, régulièrement au-dessus de la moyenne de l'UE pendant toute la décennie passée.

Parmi les points forts de la discussion, il faut citer les thèmes de l'aide accrue de l'Irlande aux pays ACP, avec la possibilité d'inclure les nouveaux membres parmi les donateurs, et des programmes d'action qui complètent la politique macro-économique, par exemple les innovations et le renforcement des capacités institutionnelles, sur l'importance desquels les participants tombèrent d'accord.



## Session Thématique B

# Au-delà de l'Europe - forteresse : des ponts vers le Sud ? L'impact de l'élargissement sur les relations de l'UE avec le monde en développement

Rapport: M. Henning Melber, Nordic Africa Institute (Suède)

Etant donné que la session thématique E de cette conférence se concentrait sur le commerce et les thèmes de politique commerciale, cette session-ci (présidée par Jürgen Wiemann) mis l'accent sur les sujets d'aide et ceux reliés au développement, ainsi que sur le rôle de l'UE comme acteur global. [Mirjam van Reisen](#) tint l'allocution principale. Elle analysa le rôle d'encouragement de la politique de développement de l'UE du point de vue d'un réseau international (pan-européen) d'ONG basé à Bruxelles. Son évaluation prédit une ère pendant laquelle la notion de développement et la réalisation d'une aide coordonnée avec une politique de développement deviendraient secondaires et engloutis par la dominance de stratégies motivées par la politique extérieure. Le rôle toujours plus ardu de l'Union en tant qu'acteur global émergent demanderait à l'avenir plus de cohérence dans sa politique extérieure, tandis que le développement serait considéré plutôt comme un service, au sein des relations extérieures en général, avec des capacités de réalisation autonome très limitées.

On trouve actuellement une preuve en faveur de cette hypothèse dans le fait que la Convention de l'UE (établie pour préparer l'élargissement à venir) n'ait pas prévu de groupe de travail sur la question du développement. L'aide au développement pourrait au lieu de cela se trouver de plus en plus utilisée comme élément de négociation dans le contexte de la politique des relations extérieures. La cohérence était un principe essentiel fixé dans le Traité de Maastricht. Mais les Traités d'Amsterdam et de Nice introduisirent le principe d'une consistance alignée sur la politique extérieure de l'UE. Ceci indique une tension sous-jacente entre les principes qui dirigent la coopération pour le développement et les paradigmes de la politique extérieure. L'affirmation selon

laquelle il y aurait des efforts en vue de réconcilier les deux (consistance et cohérence) induisent en erreur puisque les questions concernées ne sont pas tirées au clair.

Plusieurs changements récents suggèrent que le développement sera moins représenté et restera, au mieux, d'intérêt secondaire. Les nouveaux gouvernements danois et néerlandais n'accordent pas la même importance à la pertinence de la politique d'aide et à la notion de soutien au développement que ne le faisaient leurs prédécesseurs. D'où un affaiblissement du lobby dans les pays membres. Avec l'élargissement de l'UE et ses implications financières, le but non atteint d'une réserve de 0.7% du PIB consacrée à des fins de développement s'éloigne plus que jamais et la volonté politique de diminuer l'écart ne risque guère de s'accroître, étant donné que les nouveaux pays adhérents à l'Union auront besoin de compensations financières pour les désavantages liés à l'adhésion.

Etant donnée la structure actuelle, le futur de la Direction générale du développement pourrait être menacé à moyen terme. Or, le soi-disant Tiers-Monde a contribué de manière essentielle à la prospérité économique dans l'UE d'aujourd'hui, et le fera encore après l'élargissement. La question à laquelle il reste donc à répondre est si, et si oui dans quelle mesure, l'UE jouera un nouveau rôle à l'avenir, et comment elle définira ses intérêts en tant qu'acteur global d'importance.

Plusieurs déclarations d'orateurs invités suivirent le discours. [Ashok Desai](#), économiste et journaliste/chroniqueur ("Business Standard") de New Delhi, accentua le fait que tant l'Europe de l'Est que (dans une moindre mesure) l'Afrique dépendent de leurs relations commerciales avec l'UE et que l'UE contribue au moins la moitié de l'aide au développement totale actuellement dans le monde.

Simultanément, elle affecte négativement les économies de ses partenaires par ses politiques de protection (surtout pour l'agriculture). Il suggéra qu'une harmonisation institutionnelle plus systématique concernant la politique d'aide des membres de l'UE serait bénéfique pour la coopération du développement à venir. [Faizel Ismael](#) de la Mission Permanente d'Afrique du Sud à Genève, et chef de sa délégation auprès de l'OMC, nous fit part de ses intuitions et opinions sur les négociations entre l'Afrique du Sud et l'UE sur l'Association de Libre-Echange (ALE). Il souligna certains aspects du processus de négociation, qui représentaient des défis pour l'obtention d'un compromis en acceptant la nécessité de prendre en compte les relations asymétriques entre l'économie sud-africaine et le marché de l'UE.

En guise de conclusion, [Sunanda Sen](#), de l'Academy of Third World Studies à New Delhi, résuma les présentations en prenant le rôle de l'intervenante. Elle mit l'accent sur la contribution actuelle de l'UE comme étant un passage d'un monde unilatéral à un monde multilatéral. Elle considéra le cas sud-africain comme un bon exemple de la manière dont un pays du Sud pouvait utiliser le pouvoir de négociation pour obtenir un bon résultat à travers des négociations. Ainsi, l'ALE entre l'Afrique du Sud et l'UE offrirait une leçon sous forme de mode d'emploi.

## Session thématique C

# Le pacte de stabilité de l'Europe du Sud-Est : modèle pour d'autres régions en crise ?

Rapport: M. Mile Jovic, Institute of Economic Sciences (Yougoslavie)

La session se concentra sur certains sujets très spécifiques qui se trouvent derrière l'idée du Pacte de Stabilité pour l'Europe du Sud-Est, prenant en compte les résultats pratiques sur le terrain de ces trois dernières années de réalisation, plutôt que la structure et les méthodes de travail. Développé sur initiative de l'UE et soutenu par plus de 40 pays partenaires et d'organisations, le but du Pacte de Stabilité pour l'Europe du Sud-Est est d'encourager les pays d'Europe du Sud-Est (ESE) dans leurs efforts de construction de la paix, de la démocratie, du respect des droits de l'homme et de la prospérité économique, pour obtenir la stabilité dans la région entière. Sous forme de déclaration générale, le Pacte de Stabilité pour l'Europe du Sud-Est est une tentative, de la part de la communauté internationale, de remplacer la précédente politique d'intervention réactive en temps de crise dans les SES par une stratégie complète à long terme, pour permettre de résoudre les problèmes visibles de la région.

Alors que le format de la session avait été défini en termes assez généraux, les réussites économiques, les indicateurs et les résultats ainsi que les thèmes du développement dominèrent. Des contributions avaient été

préparées par [Michael A. Landesmann](#) (Institute for International Economic Studies de Vienne), [Florian Bieber](#) (European Centre for Minority Issues, Belgrade), [Andreas Wittkowsky](#) (Administration UNMIK, Pristina), [Vladimir Gligorov](#) (Institute for International Economic Studies de Vienne), [Wim van Meurs](#) (Centre for Applied Policy Research, Munich) ainsi que [Mile Jovic](#) (Institute of Economic Sciences) dans le rôle de l'intervenant.

Le président de la session, M. Landesmann, souligna l'importance du but de surmonter l'inefficacité économique qui fut l'une des caractéristiques principales des pays de la région. Sa présentation sur "les SES comparés" contenait beaucoup de faits sur l'expérience de la transition. Le stimulant du Pacte de Stabilité se devrait d'être une main invisible pour attirer les SES plus près d'une perspective d'intégration à part entière dans les structures de l'UE. Dans la même veine, M. Gligorov décrit le rôle du Pacte de Stabilité comme celui de coordinateur de la coopération intra-régionale, dans le but principal de stabiliser le paysage économique, de pousser en avant la libéralisation et d'améliorer l'infrastructure régionale. Il s'agit là de thèmes importants: de nombreux pays firent état d'une croissance

plutôt volatile, d'un secteur informel en expansion et d'une croissance industrielle peu impressionnante.

Des sujets importants furent couverts par d'autres participants, tels que les questions de gestion des conflits, le rôle de coordinateur du Pacte de Stabilité opposé aux espoirs importants concernant les tentatives de désintégration, l'encouragement du dialogue régional pour préparer les pays du Pacte de Stabilité à une future adhésion à l'UE. Le stimulant du Pacte de Stabilité est complémentaire du SAP et du processus d'adhésion et sert de pont entre les pays des Balkans et les pays candidats à l'UE.

A en croire les présentations, les commentaires des participants à la fin de la session, ainsi que la discussion qui s'en suivit, il serait possible de tirer plus de conclusions positives que négatives des résultats obtenus par le Pacte de Stabilité durant la très courte période de temps révolue. L'importance des changements opérés sous l'égide du Pacte de Stabilité sont une amélioration permanente dans des secteurs intéressants pour la région - de l'ouverture des processus de démocratisation aux tentatives de réalisation d'une compatibilité des activités économiques.



## Session thématique D

# Choc des civilisations ou dialogue interculturel ? Défis pour la politique méditerranéenne de l'UE

Rapport: Mme Isa Baud, Université d'Amsterdam (Pays-Bas)

La session, présidée par [Lino Briguglio](#), traite des effets des différences culturelles sur le développement régional, et se concentra en particulier sur les défis pour la politique méditerranéenne de l'UE présentés par deux opinions opposées sur les effets de la diversité culturelle euro-méditerranéenne. L'opinion pessimiste de Huntington sur le "choc des civilisations" entre le Christianisme et l'Islam fut opposé au potentiel alternatif de dialogue, de tolérance et de respect mutuel entre des cultures différentes. L'introduction par le Président de la séance posa la question des divisions entre des cultures différentes et celle de la mesure dans laquelle la diversité des cultures serait l'écho également de la différence à l'intérieur même des cultures, ainsi que la mesure dans laquelle des affrontements religieux masqueraient des conditions économiques extrêmes qui peuvent engendrer le manque de confiance et l'intolérance. On posa la question fondamentale de savoir comment la politique euro-méditerranéenne pourrait être utilisée pour réduire les malentendus culturels et promouvoir la solidarité, sans suggérer que des valeurs reliées à une culture en particulier ne soient abandonnées.

[Roderick Pace](#) (Centre Européen de Recherche et de Documentation, Université de Malte) évoqua le dialogue des civilisations dans le partenariat euro-méditerranéen, à l'intérieur duquel l'adhésion de Malte et de Chypre sont des questions importantes pour le développement de cette partie de la Méditerranée. Leur sensibilité à une quelconque déstabilisation signifie que l'UE devrait faire très attention aux possibles modèles d'analyse des développements dans la région, le modèle de stabilisation, qui accentue la société civile, et celui dans lequel le rôle du développement économique est considéré comme le facteur le plus important pour éviter des affrontements. L'orateur défendit l'opinion selon laquelle la question serait la radicalisation de la politique, non la

radicalisation des sociétés. Le blocage des réformes par les pays du Sud de la Méditerranée, à prédominance islamique, est liée aux rapports de force locaux, non aux valeurs religieuses et culturelles. Malgré le fait qu'il y ait plus de sujets qui unissent la région méditerranéenne que de sujets qui la divisent, l'actuelle "lutte contre le terrorisme" pourrait avoir des effets secondaires, qui pourraient affaiblir les aspects unificateurs. Cependant, avec un passage en revue soigné des nouvelles politiques en passe d'être introduites par l'UE et des visions sur lesquelles elles se fondent, l'unité régionale pourrait être renforcée.

[Armando Salvatore](#), (Institut des Sciences Sociales, Université Humboldt de Berlin) se pencha sur la question de la société civile et de la gouvernance dans le processus de Barcelone. Il discuta des notions historiques d'identité politique et culturelle européenne, et de comment ces identités se trouvaient à l'heure actuelle utilisées au profit de politiques exclusivistes. Les protocoles du partenariat euro-méditerranéen ne reflètent pas les complexités existantes et peuvent donc être politiquement manipulés, en jetant le capital social dans les intérêts pré-politiques, la solidarité et les réseaux. Il expliqua comment les mouvements socio-religieux augmentent leur capital social en Palestine, en récupérant des fonctions de gouvernance et la sécurité sociale collective, dans le contexte du conflit avec Israël et du mauvais fonctionnement de l'Autorité Nationale Palestinienne. Cependant, il sonna l'alerte contre les dangers liés à la préférence pour le financement des ONG, qui peut en conduire certaines à rendre compte plutôt aux donateurs qu'à ceux pour lesquels elles sont responsables, décourageant les effets de démocratisation que l'on attend d'elles.

[Andreas Theophanus](#), Directeur Général du Centre de Recherche de l'Intercollege, souleva la question de nouvelles formes de conflit évoluant autour des différences entre les civilisations de la Méditerranée de l'Est, et

examina le rôle de l'UE dans le développement d'une interprétation alternative de la "lutte contre le terrorisme", insistant sur les causes des problèmes potentiellement déstabilisateurs, et utilisant une approche plus juste. L'orateur indiqua que la Méditerranée de l'Est formait une région d'importance vitale pour l'UE en termes de culture, de commerce et de sécurité. Il prit l'exemple de Chypre pour illustrer ses idées sur la façon dont l'adhésion de l'île entière à l'UE pourrait promouvoir une solution à sa division actuelle, et servir de précédent constructif pour d'autres pays candidats.

[Yilmaz Ozkan](#), (Université d'Ankara, Centre pour les Etudes Méditerranéennes) dirigea le débat, contrastant le grand pouvoir économique de l'UE avec sa faiblesse en tant que force politique cohérente vis-à-vis des Etats-Unis, aussi bien dans sa position envers la lutte contre le terrorisme international que concernant les problèmes dans la région méditerranéenne. Le public se joignit à la discussion en proposant les expériences de la Pologne dans son dialogue avec les gouvernements arabes sur les notions de démocratie et le rôle de la religion. Le rôle de l'EADI est de se concentrer sur la question de savoir quels sont les sujets de recherche importants et non pas de se joindre simplement au débat politique.

## Session thématique E

# Plus d'acteurs et de nouvelles règles : la politique commerciale de l'UE et la nouvelle table ronde de l'OMC

Rapport: M. Andrew Mold, ICEI (Espagne)

Les participants à cette session eurent le privilège de pouvoir écouter deux représentants de pays en développement qui sont directement concernés par les négociations commerciales - Faizel Ismail, chef de la délégation sud-africaine auprès de l'OMC, et l'Ambassadeur jamaïcain, Ransford Smith. Oliver Morrissey, de l'Université de Nottingham et de l'Overseas Development Institute à Londres, présida la séance. Elle commença par un exposé du papier de Faizel Ismail, "Les politiques commerciales de l'UE et leurs implications pour les pays d'Europe centrale et orientale, vues depuis une perspective de développement".

Comme suggéré par le titre, Ismail concentra son intervention sur la politique commerciale de l'UE et, plus spécifiquement, sur la façon dont elle influence les pays en développement. Il commença, néanmoins, par faire quelques commentaires critiques sur la politique commerciale des Etats-Unis et sur la récente décision de l'administration US d'augmenter les subventions à ses agriculteurs, d'une valeur totale de 83 milliards de dollars. Le point de départ de l'analyse d'Ismail fut une reconnaissance explicite de la nécessité d'une perspective de développement sur les questions commerciales. Dans le contexte d'une économie de plus en plus mondialisée, il y aurait deux "trous" significatifs auxquels il faudrait se confronter: i) la pauvreté et ii) la dégradation de l'environnement. Un consensus émerge, comme le révéla le Sommet de Johannesburg, selon lequel les négociateurs commerciaux doivent prendre en compte aussi bien les influences positives que négatives du commerce sur ces deux dimensions. Si l'impact total est considéré comme étant négatif, alors une libéralisation accrue du commerce n'est pas justifiable.

Sur le thème de l'agriculture, Ismail observa que, tandis que l'agriculture contribue à peu près pour 4% au PIB de l'UE des quinze, ce chiffre atteignait deux tiers du PIB dans les pays en développement. C'est donc une question

bien plus importante pour ces pays. Il remarqua ensuite que l'UE dépensait autour de 90 milliards de dollars en subventions, internes et destinées à l'exportation, pour l'agriculture, ce qui équivaut à peu près à deux tiers de la valeur ajoutée dans ce secteur. Ceci représente un niveau de subvention énorme, aujourd'hui impensable dans n'importe quelle autre industrie.

Un autre aspect négatif de la politique commerciale de l'UE serait l'existence continue d'augmentations des douanes et douanes sélectives. Les agrumes, par exemple, rencontrent encore des tarifs douaniers exceptionnellement élevés, à hauteur de jusqu'à 19%. Ces douanes empêchent les pays en développement de produire et d'exporter. Comme si cela ne suffisait pas, l'UE continue de jeter sa production excessive de sucre et de tomates, en guise d'exemple, sur les marchés des pays en développement. Ismail cita le cas du marché sénégalais de la tomate ou celui jamaïcain du lait. On exprima aussi des soucis quant aux obstacles à l'importation de vêtements et de textiles.

Dans ce contexte, l'UE est le deuxième plus important utilisateur de mesures anti-dumping. En tout, l'UE impose 350-450 groupes de douanes sur des produits tels que l'agriculture, l'alimentation, les textiles et les vêtements. Ces secteurs sont en général à haute intensité de travail humain et donc ceux où les pays en développement ont un avantage comparatif. En effet, des simulations suggèrent qu'une croissance de 1% de la part des pays développés dans le commerce mondial pourrait réduire la pauvreté dans le monde de 12%, la question est donc clairement importante du point de vue de la réduction de la pauvreté. Ismail conclut en disant que, en reconnaissance de certains de ces problèmes, la politique commerciale de l'UE était en cours d'amélioration, et que la réduction des subventions aux grands producteurs agricoles était un pas logique dans la bonne direction.

M. Ransford Smith ouvrit son exposé en observant que l'influence de l'UE sur la politique internationale du commerce et sur l'OMC dépassait de beaucoup l'importance de la région en termes de taille absolue et en pouvoir économique. L'UE des quinze constitue à l'heure actuelle la plus grande entité commerciale au monde. En l'occurrence, l'influence de l'UE est plus grande encore, en raison de son action comme acteur clé dans la formulation d'accords multinationaux.

Smith commenta le résultat de la conférence de l'OMC à Doha comme étant plus ou moins dans la lignée des ambitions de l'UE pour une nouvelle table ronde, comprenant les ordres du jour inclus de l'agriculture et des services, de l'accès au marché pour les produits non-agricoles, des règles (anti-dumping, subventions et accords de commerce régionaux, l'environnement, le règlement des différends, ADPIC, et ce que l'on appelle les questions de Singapour, l'investissement, la politique de la concurrence, l'approvisionnement des gouvernements et la facilitation du commerce.

Lors de la rencontre de Doha, l'OMC s'engagea à renforcer l'assistance technique et le renforcement des capacités. Mais Smith insista sur le fait que la somme promise, 30 millions de francs suisses, soit une somme restreinte pour une organisation avec un rôle, des fonctions, une rangée d'activités et des membres tels que l'OMC. Une organisation avec un profil bien plus bas, et moins de membres, telle que l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique, basée à Vienne, dépense chaque année trois à quatre fois plus pour l'assistance technique à ses pays membres en développement.

Smith retourna ensuite à la question du rôle de l'UE et de ses responsabilités concernant les pays en développement. En l'an 2000, l'UE était aussi bien le plus grand importateur que le plus grand exportateur de produits agricoles dans le monde, à hauteur de 63 milliards de



dollars US et 60,2 milliards, respectivement. Il est particulièrement à noter que l'UE absorbe 65% des exportations agricoles des pays ACP, un groupe qui comprend un grand nombre de pays les moins développés et d'autres pays pauvres, et qui inclue beaucoup d'économies réduites et vulnérables. D'autre part, il est bien connu que l'UE est aussi le plus grand fournisseur de soutien et de protection aux agriculteurs, (avec une aide cumulée d'une valeur de 90,2 milliards de dollars en l'an 2000) plus qu'aucun autre membre de l'OCDE, loin devant le Japon (\$59,9 milliards) et les Etats-Unis (\$48,9 milliards).

Malgré l'impact préjudiciable de la Politique Agricole Commune (PAC) sur de nombreux marchés agricoles de pays en développement, un aspect positif de l'administration de la PAC a été la réduction de la part des subventions à l'exportation dans les dépenses totales, tombée de 30% du budget de la PAC en 1991 à aujourd'hui 8%. Concernant l'accès aux marchés pour les produits non-agricoles, Smith attirera l'attention des auditeurs sur certains développements positifs, tels que la croissance de la part des pays en développement dans

les exportations mondiales de produits manufacturés, montée de 17% en 1990 à 27% en 2000 (même si cette croissance se limite à un petit groupe de sept ou huit exportateurs dynamiques situés en Asie de l'Est et en Amérique Latine).

Dans sa conclusion, Smith loua l'UE d'une façon non négligeable. A un certain niveau, l'UE aurait démontré un engagement louable envers l'assistance aux pays en développement, en particulier en cherchant à renforcer, grâce à l'assistance technique et au renforcement des capacités, leur capacité de participation aux négociations multilatérales. Il faut aussi noter des initiatives telles que l'accord "Tout sauf des armes".

Dans son commentaire des deux interventions, malgré tous les caveats, Oliver Morrissey nota que les orateurs avaient tous deux une opinion plutôt favorable de la politique commerciale de l'UE. De plus, malgré le fait que le protectionnisme de l'UE coûte actuellement autour de 100 milliards de dollars par an, il suggéra qu'il serait erroné de penser que tous les pays en développement bénéficieraient nécessairement de son

élimination. Les questions de distribution sont fondamentales à cet égard. Si vous êtes un producteur en provenance d'un pays en développement, vous subissez peut-être des pertes à cause de la politique actuelle de l'UE. Mais ceci n'est peut-être pas le cas si vous êtes un consommateur urbain pauvre dans un pays en développement. La question est donc compliquée.

Pendant la brève discussion qui s'en suivit, [Simon Maxwell](#) de l'ODI suggéra que la question commerciale est une sorte de faux-fuyant et qu'un certain nombre d'ONG du Nord ont gonflé le débat sur la libéralisation commerciale bien au-delà de ses justes proportions. Comme l'aurait révélé l'expérience des pays ACP, un meilleur accès au marché ne présenterait aucune garantie d'adoption des bonnes politiques agricoles dans les pays en développement. Une évolution du débat serait donc nécessaire.



## Session thématique F:

# Des récipiendaires ré-émergent comme donateurs : le rôle des futurs pays membres dans le système des flux financiers de l'UE

Rapport: Mme Judit Kiss, Institute for World Economics (Hongrie)

Cette session bien structurée et bien préparée - présidée et organisée par [Jan Krouzek](#) - se concentra sur un sujet qui a émergé récemment, le rôle des pays candidats dans la politique et la pratique du développement de l'UE. Tandis que la transformation économique a été achevée et le développement économique amorcé dans les pays représentés lors de cette session (la République Tchèque représentée par [Petr Halaxa](#), la Hongrie par [Ibolya Barany](#), la Slovénie par [Mojmir Mrak](#) et la Slovaquie par [Attila Szep](#)), les conditions préliminaires sont remplies pour accomplir leur propre politique de coopération en faveur du développement. Cette possibilité est accompagnée de "pressions externes": trois pays sur quatre sont membres de l'OCDE, ils deviendront donc membres du Comité d'Aide au Développement (CAD); tous les quatre accéderont bientôt à l'UE et après l'adhésion seront obligés d'adopter la politique de coopération de l'UE en faveur du développement et de contribuer au Fond Européen pour le Développement (FED). De plus, il est dans l'intérêt économique et politique des pays candidats de revitaliser leur coopération

en faveur du développement.

Les exposés de cette session montrèrent que les pays candidats ne pouvaient pas être considérés comme de nouveaux donateurs puisque ces pays ont leur propre tradition et expérience en termes de coopération pour le développement et les activités de distribution d'aide. La Hongrie par exemple initia son activité de coopération pour le développement en 1962 et signa des accords intergouvernementaux avec 52 pays en développement, envoya à l'étranger 6.000 experts hautement qualifiés et forma 3.000 citoyens de 35 pays africains. Pendant les années 1980, la Tchécoslovaquie transféra 1% de son PIB en aide à l'étranger. Cependant, après la transformation, la plupart des pays d'Europe Centrale et Orientale devinrent bénéficiaires d'aide et leurs activités limitées de donateurs se concentrèrent sur les pays de la région.

Actuellement les pays candidats se trouvent dans un processus de revitalisation de leurs activités de coopération au développement en esquissant une stratégie de coopération, en

élaborant et accomplissant une politique de coopération au développement sous l'égide de leurs Ministères des Affaires étrangères, en établissant un cadre légal, en construisant les institutions nécessaires et en formant les agents locaux. Les problèmes les plus urgents sont le manque de matériel statistique concernant l'aide officielle au développement, la fragmentation et l'efficacité réduite de l'activité d'aide, le manque de transparence, le faible soutien et la faible prise de conscience de la part du public. Pour devenir un donateur potentiel et pour approcher du niveau d'aide de l'UE, les pays candidats ont besoin de plus de fonds de la part de l'UE et ils doivent étudier les expériences des donateurs plus avancés.

L'une des questions les plus importantes issues de la discussion fut la suivante: quel est le rôle des pays candidats dans la coopération pour le développement de l'UE? Devraient-ils suivre le modèle de l'UE dans leur politique de coopération pour le développement ou bien changer et élargir l'activité d'aide de l'UE en se servant de leurs avantages comparatifs?

## Session Spéciale I

# Etudes sur la transition et études sur le développement : le rôle de la science sociale en Europe centrale et orientale

Rapport: M. Juhani Koponen, Institute of Development Studies, Université de Helsinki (Finlande)

Le lien étroit entre le pouvoir politique et les sciences sociales fut nettement éclairé durant la session sur les études sur la transition et les études sur le développement présidée par [Kenneth King](#), d'Edimburgh. [Ferenc Mislivetz](#), de Hongrie, passa brièvement en revue le démantèlement, post-1990, de ce qu'il y avait

pu y avoir en matière d'études sur le développement en Europe centrale et orientale, et l'émergence de nouvelles études régionales européennes, largement financées par l'UE, à leur place. En plus de l'UE, la Banque Mondiale a elle aussi apporté des financements importants, se lançant dans un programme

d'enseignement des fondements de l'économie de marché pour ces économistes d'Europe centrale et orientale qui venaient d'une tradition bien différente. [Boris Pleskovic](#), un Slovaque travaillant pour la Banque Mondiale, nous expliqua comment la Banque avait contribué à l'établissement de centres de recherche

économique indépendants dans la région, destinés à apporter des connaissances sur le fonctionnement de l'économie de marché. Avec la nouvelle demande, dictée par le marché, d'études européennes et d'économies de marché, l'étude des pays en développement traditionnels s'est trouvée, peut-on presque dire, négligée, ce qui, d'après certaines voix qui se sont élevées dans l'assemblée, porte à craindre des difficultés futures.

Miszlivetz, sociologue hongrois détenteur - entre autres - d'une chaire Jean Monnet, remarqua que les études sur le développement concentrées sur le Tiers Monde n'avaient jamais eu beaucoup de succès en Europe centrale et orientale et s'écroulèrent complètement après le démantèlement des systèmes économiques et politiques socialistes après 1989. Ils furent tout d'abord remplacés par ce que Miszlivetz, se moquant de lui-même, appela la "transitologie" - l'analyse comparative des différents chemins vers la démocratisation et l'économie de marché. Ce domaine d'étude reflétait toujours la compartimentalisation continue et la catégorisation conventionnelle des sciences sociales en Europe centrale et orientale. Les sciences politiques se trouvant en phase expérimentale, la sociologie changeant du statut de "pseudo-science bourgeoise" vers celui de "pseudo-science marxiste" et l'économie classique étant animée par l'esprit des écoles de commerce et la microéconomie, aucune analyse interdisciplinaire sérieuse n'eut lieu pendant la première décennie post- Guerre Froide.

Cependant, Miszlivetz fut plus positif concernant l'avènement d' une nouveau secteur des études sur le développement concentré sur l'Europe. Il provient de la montée du nouveau marché pour les connaissances des affaires européennes. Lorsque les pays candidats commencèrent à mettre en place de nouvelles institutions et de nouveaux cadres afin de pouvoir accéder aux financements européens ainsi qu'à l'Europe elle-même, en suivit une importante demande concernant tout savoir relié à ce sujet. L'UE commença à financer les études européennes, plus pragmatiques, durant la seconde moitié des années 90. Cependant, une approche plus large, plus réfléchie sur elle-même, et plus critique, allant au-delà de l'UE pour contenir l'Europe en tant qu'unité plus large, se

développa rapidement, soulignant la nécessité d'étudier l'histoire de la culture, de la société et des idées européennes. La combinaison des approches "pragmatique" et "philosophique" permit l'émergence de ce qu'on appelle les études internationales et européennes - l'"Aufhebung" des études sur le développement et sur la transition. Ceci, à son tour, combiné avec un nouvel accent sur le régionalisme, produisit le nouveau domaine des études régionales de développement qui par de nombreux aspects rappelle les études sur le développement en tant que telles: interdisciplinaire par nature, elles combinent le savoir pratique et le savoir théorique avec un très fort accent sur la planification, les réseaux, ainsi que l'innovation sociale et institutionnelle. Or, les études sur le développement traditionnelles sont plus ou moins défuntées; si l'intérêt peut être ravivé ou non dépend aussi des perspectives de travail pour les étudiants, dit Miszlivet.

L'incapacité des études sur le développement et des études sur la transition d'entamer un dialogue fut déploré lors de la discussion. Il est dommage que ni les savants d'Europe centrale et orientale, ni la conférence de l'EADI elle-même n'aient initié une discussion sur ce que les études sur la transition auraient pu apprendre des études sur le développement et vice-versa. On remarqua aussi que le fait de négliger les études sur le développement pourrait s'avérer myope. Lorsque les pays candidats actuels feront partie de l'Union, on attendra d'eux qu'ils commencent à attribuer plus d'aide aux pays en développement, aussi bien à travers l'UE que bilatéralement. Il leur faudra alors avoir des partenaires avec qui coopérer et des connaissances sur leurs partenaires possibles.

C'est une histoire assez différente que nous narra Pleskovic, un économiste Slovaque ayant travaillé épisodiquement pour la Banque Mondiale et en tant que conseiller auprès de son gouvernement: l'histoire du renforcement des capacités dans l'enseignement et la recherche sur l'économie de marché, avec ce que Pleskovic nous décrivit comme une approche à très grand succès. La Banque Mondiale a aidé à mettre en place un certain nombre de ce qu'elle appelle "centres d'excellence" en recherche économique et excellence en Europe centrale et orientale. Même s'ils partagent physiquement les mêmes

locaux avec les départements de l'économie existants, ils en sont indépendants, et considèrent bien- sûr ces- derniers comme étant vieux- jeu et peu fiables. La mise en place de tels centres fut considérée nécessaire en raison du processus de transition qui s'avérait être de longue haleine et parce- que, en Europe centrale et orientale, il n'y a pas "une compréhension totale du mode de fonctionnement des économies de marché". Avec d'autres donateurs privés, tels que la Fondation Soros, la Banque Mondiale a établi des centres d'excellence notamment à Moscou, Kiev, Budapest et Prague. Ceux-ci préparent des diplômés locaux qui peuvent ensuite être envoyés pour des études doctorales auprès d'universités américaines de top niveau.

Les questions qui jaillirent de la discussion concernaient l'inclusion des aspects institutionnels et sociaux, dont celui de genre, et la séparation des nouveaux centres des structures existantes d'enseignement et de recherche économiques. Pleskovic sembla satisfait du mode de fonctionnement de ces centres. Il accorda que la durabilité est un problème: une façon possible de l'améliorer serait d'établir une dotation à titre perpétuel et charitable grâce aux revenus de laquelle un centre pourrait subsister.

#### Site Internet de la Conférence et Actes

Nous vous avons tenu au courant de la 10e Conférence générale à travers la section spéciale du site web de l'EADI. En collaboration avec Euforic (le Forum

Européen de Coopération Internationale) nous avons couvert quotidiennement la Conférence en fournissant des rapports de sessions et des documents liés à des thèmes de la Conférence. Le site concerné est [www.eadi.org/gc2002/index.html](http://www.eadi.org/gc2002/index.html).

Dans les semaines à venir, les textes de présentation, les documents de sessions thématiques, de sessions spéciales et ceux des Groupes de travail y seront disponibles. Voici un site qui vaut la peine d'être visité !

## Session spéciale II

### Gestion du savoir mondial et partage du savoir

Rapport: M. Desmond McNeill, Centre for Development and the Environment, Université d'Oslo (Norvège)

Le premier présentateur, [Mike Powell](#), donna un aperçu contextuel de la relation entre le savoir et le développement. Le sujet de son discours était la gestion du savoir tel qu'il est appliqué dans "l'industrie du développement", et couvrait trois aspects principaux: la mobilisation du savoir, son échange et son utilisation; les principes nécessaires pour une mobilisation effective du savoir; et les implications pour un passage à l'action. Il conclut son exposé par un commentaire sur l'économie politique du savoir, notant une tendance à "la centralisation, à l'image de marque et à la simplification", et que "le pouvoir de décider la valeur du savoir de chacun réside auprès du pourvoyeur".

[Anne Jubert](#), de la Commission Européenne, Direction générale de la Société de l'Information, chargée des projets de management du savoir financés par la Commission, parla ensuite des formes de collaboration inter-organisationnelle et de certains des réseaux actuellement en place. Elle décrit le Programme de Recherches sur la Société de l'Information, qui a pour but de "égaliser et gérer le savoir qui soutient l'innovation en partageant, arrangeant et échangeant le savoir à travers la chaîne de valeur, en encourageant des processus de valeur ajoutée et des

stratégies d'affaires fondées sur le savoir, des espaces émergents pro-innovation et collaboratifs". Elle présenta la Gestion européenne du savoir "Made in Europe", en concluant "qu'il ne s'agissait pas d'une marque exclusive. Nous vous invitons à nous rejoindre",

[Grace Kempster](#), qui dirige la gestion des services d'information du British Council, présenta le travail de leur mouvement pour le centre du savoir et de l'apprentissage. Elle décrit le centre récemment ouvert en Inde, équipé d'une zone d'apprentissage en ligne, et les projets du Council d'en ouvrir d'autres dans d'autres pays à l'avenir. (D'après les prévisions, dans trois ans, 75 millions de personnes en Inde seront connectées à internet). Elle nota que l'équipement technologique pouvait faire une réelle différence, mais cela uniquement si de nouveaux modes de travail arrivent en même temps. Elle se référa aussi au programme "Connecting Futures" et expliqua comment le British Council entend utiliser la gestion du savoir dans ce programme voué à l'écoute interculturelle, au respect et à l'appréciation entre les jeunes de 15 à 25 ans du monde entier. Elle conclut en disant: "ceci est une invitation à vous joindre au travail que nous faisons à travers le monde".

[Ulrich Hewer](#), Directeur Exécutif de l'Economics, Education and Research Consortium (EERC), présenta le travail de son institution, engagée dans l'enseignement de l'économie moderne dans les pays en transition. Il décrit les buts du programme, qui sont le transfert de technologies et le renforcement des capacités: il s'agit non seulement d'enseigner l'économie moderne, mais aussi de la faire devenir partie intégrante de la culture locale. Il analysa aussi certains défis: comment envisager une durabilité, alors que les pays d'accueil ne sont pas disposés à financer le programme eux-mêmes, et que les étudiants fraîchement formés ne sont pas prêts à travailler pour les salaires disponibles dans leurs propres pays (si ce n'est dans des instituts d'analyse financés par les pays occidentaux). Il remarqua que le but de son institution - remplacer un type d'économie par un autre - pourrait nécessiter toute une génération.

## Session spéciale III A

### Défis globaux pour les pays d'Europe Centrale et Orientale

Rapport: Mme Isabelle Milbert, IUED (Suisse)

La session commence avec l'exposé de [Mitja Zagar](#) (Institut d'Etudes Ethniques, Ljubljana) sur le thème: "A la recherche de nouvelles identités européennes".

De nouvelles identités européennes communes devront venir compléter les identités nationales et ethniques préexistantes.

Les nouvelles identités devront être fondées sur la solidarité, plurielles locales prenant en compte l'échange interculturel. Elles reposeront sur un idéal démocratique et de respect des droits de l'homme.

Ces "nouvelles identités" devront se construire et se renforcer grâce à

l'encouragement des institutions européennes et à travers le soutien actif de la société civile, des médias, des chercheurs et des forces économiques.

Puis, [Irena Brinar](#) (Centre des Relations Internationales, Université de Ljubljana) présente l'europeanisation de l'administration publique

en Slovénie. Les forces de l'influence européenne s'imposent d'ores et déjà sur la Slovénie, en termes de directives à suivre, en particulier en ce qui concerne la réforme de l'administration et de la fonction publique.

De même, **Gabriel Lataianu** montre comment l'europanisation agit d'ores et déjà comme un facteur de modernisation dans la Roumanie post-communiste. Il montre par exemple comment, après un difficile processus de décentralisation en 1999, la situation des enfants abandonnés se dégradait brutalement, ce qui conduisit l'Union Européenne à prendre position, à travers des directives politiques et financières qui se révélèrent fort effectives. Ces mêmes ont associé le gouvernement roumain, les autorités locales, l'UNICEF et l'Union Européenne et amènent dans un processus de

réglementation, à une europanisation anticipée.

**Slawomir Bukowski**, de la Faculté d'Économie de l'Université de Radom (Pologne) démontre comment la Pologne pourrait s'intégrer progressivement dans l'Union monétaire. En effet, une "euroisation" trop rapide et brutale provoquerait certainement des chocs asymétriques facteurs de crise économique. Une intégration progressive permettrait l'adaptation en termes budgétaires, d'emploi et de production.

Le débat a mis en évidence le manque de précision de certaines exigences de l'Union Européenne. Plusieurs participants se sont étonnés que dans les pays en transition, les exigences liées à l'ouverture à l'économie de

marché doivent être administratif et de politique publique liées à l'entrée dans l'Union européenne. D'autres participants regrettent que si peu ait été dit sur la relation entre pays de l'Est et du Sud.

**Louk de la Rive Box** constate, en réponse, combien les études sur la transition et les études de développement bénéficieraient de mieux se connaître. Il rappelle à quel point l'Union Européenne est devenue un ensemble institutionnel lourd, incontournable en termes de normes, règles politiques publiques. Il réaffirme l'importance de l'EADI pour poursuivre des recherches sur des thèmes d'intérêt commun.

## Session spéciale III B

# Défis économiques et financiers pour les pays d'Europe Centrale et Orientale

## Rapport: Mme Claire Mainguy and Mme Irène Bellier, GEMDEV (France)

**Joze Mencinger**, recteur de l'université de Ljubljana, examine "la nécessité historique et l'opportunité politique de l'intégration des PECO au regard des réalités économiques". Il distingue les questions relatives à la convergence nominale de celles que pose la convergence réelle des pays : un accroissement possible des écarts entre les pays candidats risque de retarder l'adhésion de certains. Ce qui le préoccupe est la durabilité de la croissance actuelle des Etats candidats, la place de l'IDE par rapport aux entreprises nationales : les IDE devraient rester complémentaires de l'investissement national. En ce qui concerne l'intégration, il définit trois "piliers" de stabilisation : la force d'inertie (par exemple dans le cadre de la PAC), la capacité de l'Union Européenne d'ignorer ses propres règles et, enfin, la création de nouvelles institutions. Les piliers de l'élargissement sont, à ses yeux : le déficit démocratique qui impulse le processus par le haut, la peur de l'implosion qui pousse l'UE vers l'avant et vers un développement politique. En conclusion, ayant dressé un parallèle entre l'UE et l'ex-Yougoslavie, Mencinger considère que l'identité européenne risque de n'être pas suffisamment forte pour résister à une longue période de récession.

**Mladen Stanicic**, directeur de l'Institut des

Relations Internationales de Zagreb, évoque les problèmes des pays faisant partie de la "seconde vague de l'élargissement" : Croatie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Yougoslavie, Albanie. Il met l'accent sur la diversité des économies de ce groupe de pays dans lequel la Croatie occupe une place importante. Pour lui, ce sont les questions politiques et stratégiques qui priment sur les questions économiques. Il existe plusieurs approches possibles pour considérer l'intégration de ce groupe de pays : par l'accroissement de leurs échanges mutuels, par le développement d'une vision commune de leurs intérêts. Leur intégration future représente un enjeu géostratégique pour éviter une nouvelle explosion de la région et une déstabilisation internationale. Les critères stratégiques de l'OTAN sont complémentaires des critères économiques et politiques de l'UE. En conclusion, il considère que l'intégration des pays de la seconde vague sera complexe mais incontournable.

**Candida Ferreira**, Institut Supérieur d'Économie et de Management de l'Université de Lisbonne, présente la situation du Portugal après l'intégration dans l'Union Économique et Monétaire. Elle expose précisément les

problèmes liés à la perte du contrôle de la politique monétaire par les Etats membres et propose d'utiliser les règles de Taylor pour évaluer les effets positifs et les coûts de l'adhésion à l'UEM. Elle présente en conclusion, les résultats empiriques de l'expérience du Portugal. Les bénéfices de l'entrée dans l'UEM sont : - une comparaison immédiate des prix et des salaires ; une concurrence accrue au profit des entreprises et des consommateurs ; une meilleure circulation des capitaux ; la stabilité économique liée à la suppression des taux de change. Les coûts sont importants. La perte de l'instrument que représente la politique de change ne permet plus de s'adapter à l'évolution des entreprises, ce qui peut se traduire par leur fermeture et la croissance du chômage. La politique fiscale est également limitée en raison du Pacte de stabilité. Des problèmes de coordination se posent entre, d'une part, des politiques fiscales nationales et, d'autre part, une politique monétaire européenne. Le Portugal a fait d'immenses efforts pour respecter les critères de Maastricht mais la plupart des difficultés ont commencé avec l'entrée dans l'UEM.

**Janez Lotric**, directeur général de Petrol, présente "les enjeux économiques et les

opportunités pour les entreprises sur les marchés du Sud-Est européens". Les entreprises ont maintenant la liberté d'agir mais, confrontées à des restructurations importantes qui ont l'avantage de faire baisser les coûts de revient, elles ne peuvent négliger le coût humain et social. Il pose la question de l'avenir et du rôle des sociétés nationales face à l'entrée massive des IDE. Sa conclusion est qu'il est essentiel pour la Slovénie d'assurer sa propre base entrepreneuriale : des compagnies nationales fortes sont nécessaires à la défense de l'intérêt national et à la stabilité économique.

Tina Zumer et Vladimir Lavrac de l'Institut de Recherche Economique de Ljubljana, présentent la question de la convergence nominale et réelle de la Slovénie et des PECO avec l'EU-15. Ils utilisent la théorie des zones optimales de Mundell pour montrer qu'après l'accession, il ne devrait pas y avoir de choc asymétrique pour la Slovénie.

Estelle Brack, Fédération des Banques Populaires, et Charles-Henri di Maria, OCDE, décrivent l'introduction des billets Euro dans les pays hors zone Euro d'Europe Orientale et Centrale. Ils mettent en évidence les

conséquences du changement fiduciaire pour des pays dont l'Euro n'est pas la monnaie officielle.

Lino Briguglio, Fondation pour les Etudes Internationales, Université de Malte, expose brièvement les implications économiques de l'accession de Malte à l'UE. Il note que la compétition des petits pays avec les grands présente des inconvénients, mais, comparant le scénario de l'intégration avec celui du statu quo, il conclut au bénéfice de l'intégration.

## Session plénière de clôture

Rapport: M. Colm Foy, Centre de développement de l'OCDE (France)

La session de clôture combina deux présentations par des organisations internationales associées à l'EADI, ainsi que les présentations finales du nouveau et de l'ancien président de l'association et de l'organisateur local de la conférence.

Ulrich Hiemenz, Directeur du Centre de développement de l'OCDE, tira des débats et des recherches au Centre de développement et ailleurs la conclusion que l'effet de l'élargissement sur la structure du marché en Europe serait léger, étant donné que les pays candidats sont soit très petits, soit possèdent des économies relativement peu développées. Cependant, dit-il, l'addition de nouveaux pays à l'UE pourrait avoir pour effet une zone économique plus dynamique qui générerait plus de richesses et plus de potentiel d'aide et d'investissement dans les pays en développement.

Quant à l'effet d'une adhésion à l'UE sur les pays candidats européens, Hiemenz prédit des effets positifs émanant du soutien structurel. Il signala les cas de l'Irlande et de la Grèce, qui maximisèrent les bénéfices tirés de cette source en s'affichant promoteurs de stabilité économique, ce qui, en retour, attira des investissements étrangers directs (IED) qui soutinrent la croissance. Les pays en développement qui avaient eux- aussi reçu des influx publics très élevés et importants n'avaient pas réussi à atteindre des niveaux de croissance comparables, dit-il, à cause de leur manque d'infrastructure institutionnelle. De plus, la première vague de nouveaux membres avait

aussi bénéficié de l'adoption des procédures d'examen par les pairs et de gouvernance, renforçant ainsi la confiance. Avec le temps, ils avaient construit leur crédibilité qui avait soutenu une croissance et des investissements prolongés. Il y aurait là une leçon à apprendre pour les plus récents pays candidats; le statut de membre n'apporterait pas de solution miracle.



Ulrich Hiemenz

Le Directeur du Centre de développement lança une mise en garde contre un surplus d'optimisme pour les pays en développement à la suite de l'élargissement. Il serait à craindre, dit-il, que les nouveaux membres cherchent à renforcer le sentiment protectionniste au sein de l'UE. Cela priverait d'accès les pays en développement et limiterait leur potentiel de croissance par le commerce avec l'Union. Il cita le cas du rejet du Traité de Nice par l'Irlande par référendum comme une preuve possible d'une tendance au conservatisme internatio-

nal parmi les nouveaux membres. Dans le même esprit, les nouveaux membres représenteraient une nouvelle charge financière pour l'Union, malgré la croissance d'activité attendue pour sa zone économique. Cela pourrait entraîner une réduction des volumes d'aide. Néanmoins, poursuit Hiemenz, l'aide de l'UE et de ses pays membres représenterait plus de la moitié du total mondial mais serait la plus inefficace. Si les nouveaux membres pouvaient contribuer à plus d'efficacité, cela pourrait être positif et privilégier la qualité sur la quantité. Dans ce contexte, il était essentiel que les nouveaux membres de l'Union reconnaissent qu'ils ont aussi des responsabilités, non seulement des droits, et que l'une d'elles est la responsabilité de s'impliquer d'avantage dans les affaires internationales, surtout concernant les pays en développement. L'Irlande serait un excellent exemple d'un cas où ceci aurait fonctionné, et l'Irlande aurait augmenté de façon significative ces dernières années ses activités internationales d'aide au développement.

Yilmaz Akyüz, Directeur de la Division de la CNUCED sur la mondialisation et les stratégies pour le développement, décrit certains parallèles entre certains pays candidats et les économies en voie de développement. Ils pourraient s'attendre à un certain nombre de bénéfices dérivés de leur statut de membre de l'UE: accès au marché, investissement étranger direct, libre circulation des personnes, soutien financier de l'UE, stabilité financière. Cela pourrait mettre sous pression certains

pays en développement comparables concernant l'IED, ce qui pourrait à son tour déclencher une "course vers l'abîme". De plus, Akyüz voyait aussi comme un danger la concurrence pour les ressources du budget d'aide de l'Union, réduisant les flux d'aide officielle au développement (AOD) vers les économies en développement. Ceci serait un danger accru en raison de la situation économique internationale, moins favorable que lors des premiers élargissements.

Le même phénomène réduirait probablement les bénéfices nets d'une adhésion, qui ne seraient pas, dit-il, nécessairement aussi positifs que généralement supposés. La recherche de la CNUCED aurait démontré que les pays pauvres qui s'attachaient à d'autres plus riches n'en devenaient pas nécessairement plus performants que ceux qui ne faisaient pas ce choix. Citant le cas du Mexique et de l'ALENA, Akyüz expliqua que la part du pays dans le commerce mondial avait en effet augmenté - de 0,2% en 1980 à 2,2% en 2000, mais que sa part de valeur ajoutée dans le commerce mondial avait néanmoins chuté. En effet, malgré l'intégration généralisée de l'économie mondiale et la prolifération des pactes régionaux et des associations de libre-échange, la part de valeur ajoutée des pays à revenu moyen avait somme toute baissé. La plupart des pays candidats étant des pays à revenu moyen, ils seraient eux-aussi affectés par ce déclin.

Une conclusion possible de cette analyse serait que l'effet immédiat sur les nouveaux membres de l'UE pourrait même, à moyen terme, être négatif. Il nota que ces pays avaient tous participé à des associations d'échange avec l'Union depuis un certain temps, de nombreux effets seraient donc déjà ressentis, mais que cela n'avait pas été extrêmement positif. Pour qu'ils puissent garder leur place au sein de l'économie mondiale et entrer en concurrence avec succès à l'intérieur de l'Union dans un contexte de croissance, le Directeur de la CNUCED recommanda aux pays candidats de se concentrer sur l'amélioration des qualifications, plutôt que d'essayer de diminuer les coûts de la main-d'œuvre. Une telle stratégie serait aussi applicable aux pays en développement et aux pays à revenus moyens en-dehors de l'Union. En ce qui concerne les pays candidats, ils devraient

s'assurer que les bénéfices économiques perçus compensent la perte de libertés d'action politique à laquelle ils devraient s'attendre.

Ces interventions provoquèrent une réponse animée de la part de l'ex-Présidente de l'EADI, le professeur irlandais [Helen O'Neill](#). Elle tint à attirer l'attention sur le fait que l'Irlande ait utilisé les fonds structurels



Yilmaz Akyüz

européens en complément de son effort national, qui inclut des structures d'enseignement et de formation améliorées et une préparation de l'économie par l'ouverture bien avant l'adhésion en 1973. La souffrance fut grande mais le résultat prouva la sagesse d'une telle approche. Le professeur O'Neil rappela aussi aux auditeurs que le Traité de Nice avait été rejeté plutôt pour des raisons de politique locale que pour une attitude négative envers l'Europe.

Remerciant les intervenants, la Présidente sortante [Sheila Page](#) rendit hommage aux organisateurs de la conférence en général et dit qu'elle la considérait comme un succès. La discussion, dit-elle, avait souligné le fait que les questions du développement et de l'orientation vers l'extérieur gardaient leur place

sur le programme européen de la façon la plus sage. L'EADI s'est aussi montré actif et dynamique, prêtant attention aux sujets d'actualité et capable de produire recherche et réflexion de haute qualité. L'Association devrait à tout prix maintenir son accent sur l'interdisciplinarité. Elle proposa que l'EADI, à l'avenir, pourrait soutenir un travail sur l'opposition entre les études de transition contre les études de développement, sur la manière d'opérer des transformations institutionnelles, et sur le débat "big bang" contre gradualisme. Bien que ce soient-là déjà des sujets de recherches en cours, ils mériteraient d'être approfondis.

Le nouveau président [Louk de la Rive Box](#) tira de la conférence cinq conclusions en faveur de l'EADI: un sujet risqué s'était avéré bien choisi et un certain nombre de conférences sur des thèmes similaires étaient maintenant en projet de la part, entre autres, de la Commission Européenne - les membres de l'EADI participant à de telles conférences devraient rappeler à leurs audiences le travail de la Conférence générale; les économistes des pays en développement devraient accorder plus d'importance à ce qui se passe dans les économies en transition; notre fond de savoir sur certains sujets est encore en expansion; de plus, la tâche de comprendre ces questions transversales est ardue, et rares sont ceux qui y parviennent à l'heure actuelle. L'EADI pourrait participer à l'éradication de certaines difficultés en continuant à faciliter le contact entre les membres. Les membres institutionnels en particulier devraient utiliser d'avantage l'association dans ce but. Il conclut en rappelant à ses auditeurs les réformes en cours et les progrès dans la création d'un modèle de formation, avec l'espoir d'une école d'été et d'autres activités intégrées dans ce domaine.



Peter Stanovnik, Yilmaz Akyüz, Sheila Page, Louk de la Rive Box, Ulrich Hiemenz

# Assemblée générale de l'EADI 2002

## Rapport du Secrétaire exécutif

C'est ici même, à Ljubljana, en avril 2000, que - quatre mois seulement après ma nomination comme secrétaire exécutif de l'EADI - j'ai présenté au comité exécutif, lors de sa réunion de printemps, une "perspective d'avenir 2000 pour l'EADI. Le programme de travail du nouveau Secrétariat à Bonn, en Allemagne". Le défi d'aujourd'hui est de jeter un regard en arrière et de planifier le futur.

### 1. Pourvoir l'association de services effectifs

#### Réunions du Comité exécutif et séminaires

La gestion de l'association est un effort combiné des dirigeants élus, du Comité exécutif et du secrétariat. Le mécanisme clé pour ce faire sont les réunions bisannuelles du Comité exécutif et des cinq sous-comités. Nous avons eu la chance de trouver pour ces réunions des instituts hôtes, auxquels nous devons dire un grand merci, qui se sont engagés activement et ont enrichi ces réunions "d'affaires" avec des séminaires thématiques d'un calibre hautement professionnel.

#### Publications de l'EADI

La production de deux éditions imprimées par an de la Newsletter/Lettre d'Information et du Journal Européen pour la Recherche sur le Développement (European Journal of Development Research - EJDR) a été maintenue. Depuis janvier 2001, nous avons publié en plus de cela une "lettre d'information électronique" (bilingue), qui est largement distribuée par courrier électronique. Cette publication sort quatre fois par an et sert de plate-forme supplémentaire pour les membres, les instituts et les groupes de travail (GTs) pour placer des rapports et annoncer leurs activités. L'écho est plutôt positif, aussi de la part des non-membres, même si nous faisons très attention de sélectionner des articles adaptés pour ne pas contribuer à une surcharge d'information. Autrement nous avons aussi publié deux livres sous le label de l'EADI, des prospectus promotionnels pour l'EADI et EL@ND ainsi que les rapports annuels pour 1999, 2000 et 2001, tous en anglais et en français.

#### Développer une stratégie détaillée pour le site web et l'intranet

Le mode de communication de l'EADI a évolué rapidement vers les médias électroniques. Nous utilisons (de façon prudente et parcimonieuse) les instruments courrier électronique et internet. A travers notre propre site web avec ses sections spécifiques et ses instruments, les pages interactives pour les Groupes de travail et les liens actifs vers d'autres domaines de notre travail et d'autres réseaux (par exemple OneWorld

appropriée pour une collaboration active et soutenue et pour un échange professionnel entre les membres. Pour aider l'EADI à devenir une communauté d'expertise et de savoir vivante, à la pointe du progrès, nous devons créer plus d'opportunités de collaboration sur des plate-formes dynamiques et flexibles. Il faudrait développer plus de réunions de travail thématiques, de conférences électroniques, de projets communs et d'alliances stratégiques, comme EL@ND. La recherche multidisciplinaire est déjà l'un des plus grands attraits de l'EADI pour les membres potentiels ainsi que pour la communauté du développement au sens large.

#### Soutenir les efforts des Groupes de travail

Une évaluation des Groupes de travail lors de la conférence générale de Paris fut présentée au comité exécutif en novembre 1999 (à Milan). Ceci entraîna une réflexion commune avec les responsables des Groupes de travail et le comité exécutif (en décembre 2000). Aujourd'hui nous disposons de: 12 Groupes de travail confirmés et deux en cours de (re-)formation. Ils ont des degrés d'activité variés. Cette conférence générale 2002 sera l'occasion de raviver les dynamiques qui existaient par le passé au sein de ces Groupes de travail. La large couverture de thèmes d'actualité dans le débat sur le développement en font le produit modèle et l'attrait majeur de l'EADI. Comment pouvons-nous générer plus d'intérêt pour ces Groupes de travail parmi les membres? Comment pouvons-nous rendre les Groupes de travail plus dynamiques et encourager la discussion active ainsi que la participation des personnes adéquates dans leur travail, surtout des partenaires dans le Sud? Le Secrétariat voit aussi la nécessité d'améliorer l'utilisation du site web de l'EADI et de développer d'avantage les moyens de communication électroniques pour une communauté de Groupes de travail de l'EADI plus dynamique.



Luuk de la Rivière Ibox

International, EUFORIC, GDNet et ses affiliés), nous sommes un partenaire souvent "visité" de la "www.communauté.du.développement". Le projet EL@ND est un exemple concret d'une action et d'efforts communs de la part des membres. En attirant l'attention de partenaires au sein du RDM/GDNet et de l'UE/CE, il est devenu (lentement, mais sûrement) un succès. Le projet a son propre système de gestion et de gouvernance dans le cadre des règles et procédures approuvées par le comité exécutif.

### 2. Renforcer les liens entre les membres

Une assemblée générale avec une conférence générale tous les trois ans, plus deux séminaires annuels lors des réunions du Comité exécutif, voilà qui n'est certainement pas la recette



## EADI 2002 - 2005: une vision et un format

Lors de l'assemblée générale, le nouveau président Louk Box donna une première introduction de sa vision et du programme de travail de l'EADI, envisagée comme étant le forum en Europe où débattre des approches théoriques à la mondialisation et à l'inégalité.

Etant donné les changements dans le paysage intellectuel, universitaire, politique, organisationnel et européen, l'EADI doit faire face à la nécessité de reconquérir un prestige intellectuel adéquat. La ligne de conduite devrait donc être: „renforcer ce qui marche, et éliminer ce qui limite la dynamique“. Louk Box identifia les principaux centres d'intérêt suivants:

### La recherche - l'EADI considérée comme le forum de qualité en Europe pour la recherche sur le développement mondial, la transformation et les questions de changement accompagné.

- Promouvoir l'excellence dans les groupes de travail de l'EADI en mettant l'accent sur la production de qualité.
- Offrir un prix annuel pour un document interdisciplinaire.
- Créer explicitement le lien avec des groupes de chercheurs et des réseaux, en Europe et ailleurs, qui pensent de la même manière.

### La formation - l'EADI considéré comme le point nodal pour des programmes de formation à échelle européenne.

- En 2003: développement d'un module pour un programme doctoral européen, qui commencerait par une école d'été, avec la participation d'un nombre limité d'institutions.
- En 2004: établir un programme pour un Master, avec le soutien financier des participants.

### Le transfert du savoir - relier les moyens d'échange d'information traditionnels et modernes.

- Maintenir et étendre le projet EL@ND, grâce auquel l'EADI s'est trouvée en première ligne.
- Stimuler les groupes de travail pour qu'ils encouragent le transfert de savoir à travers des séminaires ou des centres de recherche basés sur internet.
- Développer une stratégie électronique pour le EJDR, qui pourrait toucher plus de lecteurs intéressés dans le Sud.
- Renforcer le site web de l'EADI et la lettre d'information.
- S'intéresser aux besoins des étudiants et des jeunes scientifiques.
- Revoir le concept des conférences générales.

### Les membres - l'EADI doit s'orienter vers les membres:

- Soutenir une participation importante de la part des directeurs et directrices des instituts membres de l'EADI grâce à une rencontre annuelle des directeurs et directrices.
- Encourager de nouveaux liens institutionnels, notamment avec EUDN/RDM/GDNet et les associations européennes et réseaux concernant des matières liées à celles de l'EADI.
- Accentuer la tranche des jeunes chercheurs et des étudiants en les reliant avec des programmes doctoraux ou de master.

### Sous- comités

Des Sous- comités ont été déterminés pour chacun de ces quatre domaines. Ceux-ci seront présidés par les membres du comité exécutif suivants:

- Sous-comité sur la qualité scientifique et les groupes de travail: Henning Melber, Nordic Africa Institute
- Sous-comité sur la formation: Michel Carton, IUED
- Sous-comité sur le transfert du savoir et les systèmes d'information: Isa Baud, Université d'Amsterdam
- Sous-comité sur les membres: Colm Foy, OCDE, Centre pour le développement

Ce programme de travail sera revu dans les mois à venir, puis distribué à tous les membres de l'EADI et rendu accessible par le site web de l'EADI.

### Améliorer le profil de l'EADI comme étant un réseau efficient

Durant ces dernières années, nous avons développé de bonnes relations publiques. Nous sommes assez connus dans la communauté du développement à Bonn et participons activement au Centre pour la Coopération Internationale (CCI). Nous développons nos contacts avec des partenaires et institutions stratégiques tels que les gouvernements nationaux, leurs agences de subvention du développement, l'UE (la Commission Européenne), le groupe de la Banque Mondiale et d'autres encore. Ils encouragent, gèrent et

financent des programmes de développement détaillés et à large échelle, qui incluent des composantes de recherche, d'analyse d'impact, de formation et d'évaluation. Ce sont tous des domaines dans lesquels des membres de l'EADI pourraient devenir partenaires ou consultants. Plusieurs membres pourraient créer des joint ventures et faire participer le Secrétariat de l'EADI, du moins en utilisant le label de l'EADI comme indicateur de qualité commun. Ceci pourrait aussi être considéré comme une source de revenus supplémentaire pour les membres, les GTs et l'association.

### 3. Encourager la coopération internationale au sein de l'ICCCA (Inter-Regional Coordinating Council of Development Associations), du RDM et d'autres réseaux

Malgré toutes les promesses optimistes et tournées vers l'avenir faites lors de la dernière rencontre de l'ICCCA en 1999 à Paris, il y a peu à dire sur ce sujet. La coopération actuelle au sein de l'ICCCA est faible et déstructurée. Les visites réciproques des délégués et la participation aux assemblées générales et

conférences respectives n'ont pas apporté de résultats concrets. L'ancienne coopération sur des projets communs n'existe plus, ce qui ne veut pas dire que les associations membres par elles-mêmes ne soient pas très actives à leurs niveaux respectifs et dans leurs régions. Il y a un fort potentiel pour des programmes communs. Toutes les cinq ont des structures de groupes de travail comparables qui pourraient entrer en liaison avec les Groupes de travail de l'EADI ou ses Sous-comités. Il serait également important de développer une approche commune d'autres réseaux et processus émergents.

Le RDM (réseau pour le développement mondial) et sa branche de service, le GDNet, offre de nouvelles voies de coopération internationale, de coordination et d'échange. Le RDM est structuré de telle manière que des moyeux régionaux couvrent certains programmes spécifiques du continent. Les membres de l'EADI coopèrent avec le RDM et GDNet pour plusieurs projets concrets. Dans certains cas, des membres de l'ICCDA sont aussi membres des moyeux régionaux du RDM. L'ICCDA a-t-elle la volonté, la capacité et les connaissances requises pour participer ici d'une façon plus coordonnée?

De plus, l'EADI est membre institutionnel du Conseil International des Sciences Sociales

(CISS) à Paris, de One World International à Londres, de la Société pour le Développement International (SDI) à Rome et d'EUFORIC (Europe's Forum on International Cooperation) à Maastricht, et partenaire du Centre pour la Coopération Internationale (CCI) à Bonn. Ces réseaux offrent de nombreuses possibilités pour l'EADI et pour nos membres.

### Résumé

Comment pouvons-nous faire en sorte que l'EADI devienne bien un réseau de membres efficace, une plate-forme d'échange et de débat ouvert, un pont entre la recherche scientifique, la théorie et la pratique du développement d'une part, et la prise de décision politique et l'action de l'autre? Les membres de l'EADI doivent devenir vraiment concernés par l'association. Ils peuvent ainsi diriger l'action et se sentir responsables pour toutes les activités. La meilleure façon d'obtenir ce résultat semble être la participation active à l'un des Groupes de travail thématiques. Il existe une véritable demande pour des domaines spécifiques à couvrir. De plus, il faut identifier, développer, promouvoir et utiliser des forums et des centres de recherche virtuels qui offrent aux membres la possibilité de s'associer et de s'échanger.

Le nouveau Comité exécutif 2002 - 2005 (veuillez trouver leurs noms et adresses au dos de la couverture de cette Lettre d'information) devra se confronter à ces questions et, ensemble, nous traduirons les réponses en un plan d'action pour les années à venir. De grandes attentes ont été générées ces 27 dernières années, durant lesquelles l'EADI s'est développée pour devenir ce qu'elle est aujourd'hui : un groupe de centres de recherche très estimé et très respecté avec un potentiel bien plus grand encore.

Thomas Lawo  
EADI, Executive Secretary

## La recherche sur le développement en Europe : vers une "(all) Star Alliance?"

Par Simon Maxwell

Quiconque se pencherait sérieusement sur la question de la recherche sur le développement en Europe en conclurait certainement qu'il s'agit là d'une "industrie" en grand mal de rationalisation. Les produits sont d'une qualité au niveau mondial dans de nombreux secteurs, sans doute aucun. Mais cette industrie est aussi caractérisée a) par une prépondérance de petites unités, à coûts fixes élevés, b) par pas mal de redondance, dans le sens où les mêmes sujets se trouvent dans de nombreux programmes de recherche, et, c) dans certains cas par un manque inquiétant de pénétration du marché (la Commission Européenne?). C'est aussi une industrie dans laquelle certaines unités restent

très intégrées au secteur public, tandis que d'autres opèrent selon les lois du marché, avec peu ou pas du tout de subventions de base. Il y a aussi de nouveaux arrivants - par exemple, les départements de recherche et de politique des ONG - qui viennent défier les acteurs établis. L'EADI compte déjà plus de 150 membres institutionnels, de caractères très divers - et la liste de ses membres ne recouvre en aucun cas tout le potentiel d'adhésions des producteurs de recherche en Europe.

La structure de cette industrie - notre industrie - tend à rester sur une même trajectoire, une fois lancée. Beaucoup d'unités se sont développées à partir de facultés

d'enseignement universitaire. D'autres sont intimement liées à des ministères de coopération. Dans ces cas là, les unités de recherche répondent à un besoin local qui ne risque guère de disparaître.

Simultanément, "l'environnement professionnel" dans lequel évolue notre industrie change très vite, et cela entraîne des défis importants. Cinq facteurs en particulier méritent d'être mentionnés.

Tout d'abord, les capacités de recherche dans les pays en développement augmentent, et leur augmentation future est une priorité

importante pour de nombreuses agences donatrices. Des initiatives telles que le programme danois ENRECA, qui finance des partenariats entre des unités de recherche danoises et des partenaires outre-mer, se multiplieront certainement. A courte échéance, de nombreuses unités de recherche européennes chercheront des partenaires outre-mer - et seront probablement en concurrence entre elles pour travailler avec les meilleurs parmi ces derniers. A plus long terme, les unités de recherche européennes devront réfléchir sérieusement à leur valeur ajoutée, peut-être en "montant sur l'échelle de la valeur" pour se concentrer sur la recherche au niveau supranational.

**Deuxièmement**, le déliement de l'aide avance cahin-caha mais inexorablement, et affectera beaucoup les centres de recherche européens. On annonce déjà de nouveaux programmes qui dévient l'argent des allocations de recherche nationales pour les attribuer à des concurrents internationaux. Le DfID du Royaume-Uni est un pionnier en la matière: son récent concours concernant deux nouveaux centres de recherche sur le développement, offrant des subventions d'une valeur totale de 7,5 millions d'euros sur cinq ans, était ouvert non seulement aux institutions britanniques, mais aussi à d'autres dans le monde développé et en développement - et attirera en effet des candidatures en provenance d'Europe, des Etats-Unis, et d'un bon nombre de pays en développement. La fenêtre de recherche sur la coopération européenne pour le développement, EC-PREP, travaille de façon similaire. En Europe, la compétition ne se fait pas à armes égales, puisque certaines unités de recherche reçoivent des subventions gouvernementales et d'autres non. A l'échelle mondiale, nous assisterons à une concurrence croissante de la part de fournisseurs à bas coûts venant des pays en développement: L'Europe devra travailler dur pour maintenir son avantage en qualité et en productivité.

**Troisièmement**, de nouveaux réseaux au niveau global défrichent une nouvelle façon de travailler et de créer de nouvelles alliances. Le meilleur exemple pour cela est probablement le Global Development Network (GDN), qui relie des chercheurs individuels ainsi que des réseaux de recherche, se charge

de promouvoir des concours de recherche, et finance des programmes de recherche mondiaux. Ces activités sont ouvertes aux instituts individuels, mais les réseaux régionaux occupent le centre de l'attention ; le noyau européen du GDN est le EU Development Network, situé à l'heure actuelle à Bonn (mais pas encore membre de l'EADI).

**Quatrièmement**, toute l'industrie de la recherche se trouve face à la montée d'une demande générale de pertinence et d'impact de la politique. Ces demandes se manifestent à travers des questions sur les formulaires, concernant des informations sur les utilisateurs, les plans de dissémination et les études d'impact; ainsi que, plus généralement, à travers des systèmes de surveillance et d'évaluation qui accentuent la gestion axée sur les résultats. Parfois, ces demandes vont plus loin et conduisent les gouvernements à décider du programme des recherches et de coopter la recherche pour soutenir les initiatives des donateurs. Il faut trouver un équilibre planétaire, bien- sûr, mais la plupart des chercheurs dans le domaine du développement voient d'un bon œil la possibilité d'influencer la politique. Comment le faire adéquatement est une toute autre question (et d'ailleurs le sujet d'un programme de recherche auprès du GDN sur le thème "Construire un pont entre la recherche et la politique", que coordine actuellement ODI). Plus à propos : comment plus de 150 centres de recherche en Europe, sans parler de leurs partenaires dans d'autres régions, peuvent-ils espérer influencer la politique internationale, s'ils travaillent indépendamment les uns des autres?

**Finalement**, la coopération pour le développement au niveau de l'Union Européenne est source aussi bien d'opportunités que de défis pour la communauté des chercheurs, et ces deux aspects s'accroîtront avec l'élargissement de l'Union. Ni les opportunités, ni les défis ne sont nouveaux, mais ils augmentent chacun de leur côté. Du côté des opportunités, nous pouvons citer la recherche au sein de programmes cadres et de programmes sur la société de l'information, ainsi que l'importance grandissante des sujets globaux et de développement au sein de ces programmes.

Le programme sur la société de l'information à lui seul a un budget de 3,6 milliards d'euros sur quatre ans, alloué à la recherche sur la gestion du savoir. Plus généralement, le rôle de l'Europe dans les domaines de la politique étrangère, du commerce et de l'aide au développement continue d'évoluer, et ceci crée une demande continue pour de nouvelles réflexions. Du côté des défis, la plupart des gens sont d'accord pour dire que les fonds de recherche européens sont difficiles d'accès, requérant des alliances complexes, la capacité d'absorber des coûts de transaction élevés, et la patience de travailler avec une procédure bureaucratique complexe. Essentiellement, c'est un vrai défi de définir comment la recherche sur l'Europe peut se traduire en meilleure politique et pratique en Europe.

Certains diront que ces changements sont relativement dérisoires comparés à d'autres déterminants du statu quo - par exemple, le besoin de programmes d'enseignement universitaire en études du développement, ou la distribution des subventions nationales à la recherche. Ce point de vue est difficilement soutenable, et le sera de moins en moins au fur et à mesure que le rythme du changement s'accélère.

**Que peut-on donc faire? Trois options se présentent.**

La première pourrait être considérée comme l'option Microsoft: un organisme de recherche européen hégémonique qui imposerait des standards communs et vendrait un produit homogène dans toute la région. Il ne faut qu'un instant de réflexion pour écarter cette possibilité. Mise à part l'hétérogénéité des situations nationales et la nécessité de servir des communautés de développement dans de nombreux et très divers pays, (un problème qui n'a pas arrêté Microsoft, il faut bien le dire), la variété des relations institutionnelles et des rapports de financement rendent cette approche infaisable. Même s'il était faisable, ce modèle implique un manque de diversité qui n'est pas approprié à une industrie de recherche.

Une deuxième approche ressemble plus à MacDonalds, une grande opération de franchise, avec des propriétaires indépendants,

mais dont toutes les "filiales" (= centres de recherche) travailleraient avec des produits et des styles communs, au point d'obtenir un produit totalement homogène. Le contexte local serait un peu plus facile à gérer avec ce modèle, mais, là encore, le manque de diversité serait problématique.

La troisième option pourrait être dérivée de l'idée de "concurrence coopérative" que l'on trouve dans certaines industries, par exemple celle du meuble dans la troisième Italie. Dans ce cas, les entreprises coopèrent pour le design et le marketing, mais se font concurrence pour la production. Le contrôle de qualité peut être assuré de façon centralisée. Un niveau de confiance élevé parmi les membres est nécessaire. Un autre modèle similaire se trouve dans les alliances entre compagnies aériennes (telles la Star Alliance adaptée pour le titre de cet article): chaque compagnie aérienne garde son identité distinctive, mais il y a coopération pour le marketing ainsi qu'un certain degré d'intégration opérationnelle, par exemple par partage des codes. Là aussi, le contrôle de qualité est fondamental et la confiance essentielle. Pour le passager, l'attrait de l'Alliance comprend la baisse des coûts de transaction et la garantie de la qualité. Pour les compagnies aériennes, les avantages sont notamment une augmentation des affaires et des économies de coûts.

Que représenterait un modèle de concurrence coopérative ou un modèle d'alliance pour l'industrie de la recherche en Europe? Et quel pourrait être le rôle de l'EADI?

Au minimum, il y a bien sûr de la place pour une meilleure gestion du savoir, qui permettrait d'encourager des relations et d'aider des unités de recherche pour qu'elles opèrent mieux sur le marché. L'idée d'une base de données détaillée regroupant les projets de recherche individuels s'est avérée infaisable par le passé, à cause du nombre de personnes concernées et de la rapidité d'évolution de la liste des projets en cours. Néanmoins, le maintien d'un registre d'institutions du développement pourrait être plus faisable, et serait un moyen utile d'identifier des collaborateurs et d'instaurer une certaine confiance, surtout s'il s'agissait de quelque chose de plus qu'une simple liste de noms et

d'adresses. Des questions intéressantes se posent dans un tel exercice quant au contrôle de qualité, mais ce modèle minimal laisse à chaque institution le choix de la collaboration.

Simultanément, un service d'information sur les dates limites de candidature pour les financements de recherches aiderait les chercheurs, et des archives de politiques de recherche pourraient être créées. Par exemple, le Danemark et le Royaume-Uni ont récemment revu leurs politiques de recherche sur le développement, et la Commission Européenne a reçu une étude de faisabilité concernant la création d'une Fondation Européenne pour la Recherche. Tout cela a des implications pour les institutions de recherche sur le développement dans toute la région. L'EADI, bien sûr, est déjà actif dans ce domaine.

Un exercice plus ambitieux pour l'industrie ou pour son représentant, l'EADI, serait une participation plus active dans le parrainage de partenariats, prenant l'initiative vers un modèle d'alliance. Sur certains sujets, les groupes de travail de l'EADI et leurs organisateurs jouent déjà un peu ce rôle et pourraient peut-être faire plus (cela dépend du temps et des ressources financières disponibles). Au niveau institutionnel, la même tâche pourrait être opérationnalisée en organisant un groupe de travail permanent des instituts de recherche. La question du contrôle de qualité prend plus d'importance si l'EADI lui-même joue un rôle plus actif.

Pour mener cette idée encore plus loin, l'étape suivante serait un effort plus concerté pour travailler ensemble, peut-être en identifiant des sujets de recherche ou de politique d'intérêt commun, pour mettre en place des programmes liés entre eux sous une "marque" alliée. Un exemple spécifique serait la poursuite de la réforme de la coopération européenne pour le développement, un sujet qui nécessite une recherche coordonnée et des actions à travers les pays membres. Les activités pourraient inclure : une série d'articles liés, "marqués" avec le sigle de l'institut d'origine et de l'alliance EADI; une série de rencontres coordonnées pour des décideurs dans différentes capitales européennes ; des opinions écrites sous forme de briefings

restreints, avec des recommandations de politique accordées entre elles, traduites dans plusieurs langues et distribuées dans les capitales de toute la région ; et des rapports communs (mais pas de campagnes!) devant l'union Européenne ou le Parlement. Les chercheurs individuels et les unités de recherche maintiendraient la recherche individuelle et les programmes de vulgarisation ; mais l'alliance faciliterait un certain "partage de code politique" et offrirait des bénéfices à tous.

Il y a sans aucun doute plus à dire sur ce sujet. L'EADI est logiquement l'organisation adaptée pour faire avancer le débat sur ces thèmes. Elle en a l'autorité ainsi que (avec plus de limites) les ressources. L'EADI a besoin d'un groupe de travail permanent de membres institutionnels et d'un programme de travail. L'objectif suprême devrait être une "all-star alliance".

[Simon Maxwell est le Directeur de l' Overseas Development Institute \(ODI\) à Londres.](#)